

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Terrorisme dans le Sahel

A l'ONU, le Mali accuse la France d'armer les terroristes

Au lendemain du départ de la force Barkhane du territoire malien, le gouvernement du Président Assimi Goïta a adressé au Conseil de Sécurité de l'ONU, une ... • (Page 11)

Saison pluvieuse

La sécurité des infrastructures et des enfants au cœur des préoccupations

Le Septentrion est actuellement exposé à de fortes précipitations. Des pluies torrentielles qui ne ... • (Page 11)

Classement des SVT et évaluation qualitative du Trésor dans l'Uemoa en 2021 • (Page 03)

Ecobank Bénin en tête avec de belles performances



Etablissements de crédit dans l'UMOA • (Page 02)

Plus de 2,3 millions de Béninois disposent d'un compte bancaire

Performances agricoles au Bénin

150 414 tonnes d'anacarde pour la campagne 2021-2022

Dans le rapport « Direction de la Statistique Agricole, les chiffres définitifs de la campagne agricole 2021-2022, mai ... • (Page 02)

Concours régional de reportage

Félicienne Houessou décroche le 1^{er} prix en presse écrite

La délégation régionale du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a procédé ce ... • (Page 11)

Fintech en Afrique

Le Nigeria attire 86% des investissements

Au cours du premier semestre 2022, le Nigeria a attiré à lui seul 86% de tous les fonds levés dans le secteur de la fintech (technologies financières) de l'Afrique, faisant de ce pays ... • (Page 04)

Sécurité maritime

Les experts africains se mobilisent autour des opportunités des Fonds marins

Les experts africains seront réunis en octobre prochain dans le cadre de l'atelier sur les ressources des fonds marins africains. L'objectif de ... • (Page 04)



Sous le parrainage de ROMUALD WADAGNI, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances

Azalaï Hôtel - Cotonou ☆ **1er FORUM DE L'ECONOMISTE** ☆ 16 & 17 SEPTEMBRE 2022

Thème central : Efficacité de l'information économique et financière pour la croissance durable en Afrique Subsaharienne

Au Programme : Panels - Partage d'expériences - Activités sociales et touristiques - Soirée de Gala et distinctions de partenaires



(+229) 97096417 / (+229) 60917800 / www.leconomistebenin.com

Performances agricoles au Bénin

150 414 tonnes d'anacarde pour la campagne 2021-2022

(Rendement de 400 Kg à l'hectare en 2021)

Dans le rapport « Direction de la Statistique Agricole, les chiffres définitifs de la campagne agricole 2021-2022, mai 2022 », il ressort selon les statistiques que la production d'anacarde au Bénin a atteint 150 414 tonnes pour la campagne 2021-2022. Une performance en nette progression comparativement à la saison précédente.

• Bidossessi WANOU

150 414 tonnes, c'est la production d'anacarde au Bénin pour la campagne 2021-2022 selon la Direction de la Statistique Agricole du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche suivant un rapport d'Avril-mai 2022. Au fait, « la production totale est estimée à 150 414 tonnes en 2021-2022 contre une production de 137 926 tonnes, soit un accroissement de 9,1% », renseigne le rapport. Sur le quinquennat, 2017-2021, la moyenne de la production est ressortie à 118285 tonnes. Une performance qui traduit un taux d'accroissement de 27,2%. En 2021, le rendement à l'hectare de la production d'anacarde a atteint



environ 400 Kg. Pour la campagne finissante, 376 084 hectares ont été pris en compte. Ces résultats devraient être maintenus et favoriser une performance croissante. D'ailleurs, pour la campagne 2022_2023, le Bénin table sur une prévision de 163 560 tonnes, soit un accroissement de

8,7% comparativement à cette saison, 2021-2022. Avec les ambitions du pays, le démarrage prochain des unités de production de la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), la demande évoluerait croissante, et la filière devrait avec l'appui de l'Etat s'organiser pour la satisfaire.

Etablissements de crédit dans l'UMOA

Plus de 2,3 millions de Béninois disposent d'un compte bancaire

La commission bancaire de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) vient de rendre public son rapport annuel 2021. Selon le rapport, au Bénin, le nombre de ceux qui ont un compte bancaire est de 2 369 529 dont 3 075 effectifs.

• Abdul Wahab ADO

Au Bénin, au 31 décembre 2021, un effectif de 2 369 529 dispose d'un compte bancaire selon la Commission bancaire de la Bceao. Le rapport annuel 2021 mentionne qu'au 31 décembre 2021, le nombre de personnes qui disposent d'un compte bancaire dans les autres pays de l'Union économique et monétaire Ouest africaine se présente comme suit : Côte d'Ivoire (5 490 498) ; Mali (2 167 393), Niger (925 344), Burkina-Faso (2 498 791) ; Togo (1 331 766) ; Sénégal (2 435 910) et Guinée-Bissau (201 254). Le nombre total de ceux qui disposent de compte bancaire dans l'Uemoa au 31 décembre 2021 est de 17 420 485. Il faut signaler qu'à fin 2021, les effectifs du personnel du secteur bancaire ont connu une hausse de 2 280 postes (+7,2%) par rapport à fin 2020 pour ressortir à 34 142 agents, en liaison avec l'expansion du réseau bancaire et le démarrage des activités de nouveaux établissements. L'effectif du personnel « cadres » représente 39,0% des emplois contre 40,7% en 2020. Le nombre de comptes bancaires détenus dans les livres des établissements de crédit a également enregistré une croissance



de 20,0% pour s'établir à 17 420 485 à fin 2021. Les comptes de particuliers ont crû de 20,5% pour atteindre 16 313 681. Ceux détenus par les personnes morales s'élèvent à 1 106 804, soit une augmentation de 13,0%. Au 31 décembre 2021, le système bancaire comprenait 65 banques internationales, 66 banques sous régionales ainsi que 23 établissements financiers à caractère bancaire, dont 5 internationaux et 18 sous régionaux.

Hausse du bilan financier des établissements de crédit
Le total du bilan des établissements de crédit de l'UMOA a progressé, en rythme annuel, de 8 087,1 milliards (+17,1%) pour atteindre 55 356,0 milliards au 31 décembre 2021. Cette évolution a été enregistrée sur toutes les places ban-

caires de l'UMOA, en l'occurrence en Côte d'Ivoire (+2 623 milliards ; +16,4%), au Sénégal (+1 423 milliards ; +16,0%), au Burkina (+1 383 milliards ; +20,9%), au Bénin (+1 084 milliards ; +25,5%), au Mali (+794 milliards ; +14,1%), au Togo (+492 milliards ; +14,3%), au Niger (+249 milliards ; +12,4%) et en Guinée-Bissau (+39 milliards ; +11,3%). Le nombre d'implantations (agences, bureaux et points de vente) a augmenté de 270 unités en 2021, soit de +7,4%, pour atteindre 3 930. Le nombre de GAB s'est accru de 130 unités, soit 3,5% pour s'établir à 3 801. Le rapport annuel 2021 de la Commission bancaire précise qu'au 31 décembre 2021, 1545 établissements de crédit, soit 131 banques et 23 établissements financiers à caractère bancaire, étaient en activité.

AUX DECIDEURS...

Africain, malheur de lui-même !

En 1986, l'essayiste et historien français d'origine malienne Tidiane Diakité publiait : L'Afrique malade d'elle-même. 24 ans plus tôt en 1962, l'agronome français, René Dumont connu pour son combat pour le développement rural des pays pauvres et son engagement écologiste publiait : L'Afrique noire est mal partie. Les deux titres si proches par la sémantique abordent pratiquement la même thématique et aboutissent au même réquisitoire. Les deux auteurs décrivent méthodiquement les handicaps du continent africain, les problèmes de corruption, les conséquences de la décolonisation. René Dumont dresse un constat peu encourageant de l'Afrique sub-saharienne qu'il parcourt et observe. Dans un contexte de décolonisation optimiste, sa voix de théoricien mais aussi d'homme de terrain s'élève à contre-courant des discours et des pratiques des élites issues des indépendances, pour sommer les Africains de reprendre en main leur agriculture en parvenant notamment à établir une culture vivrière locale - et à éradiquer ainsi la faim. L'Afrique noire est mal partie demeure une référence dans les débats sur la suffisance alimentaire en Afrique sub-saharienne. Charlotte Paquet Dumont replace l'œuvre dans son contexte tandis qu'Abdou Diouf et Jean Ziegler, dans les deux préfaces à cette édition, examinent l'analyse de René Dumont dans l'évolution de cinq décennies.

Tidiane Diakité dans L'Afrique malade d'elle-même abonde dans le même esprit en dénonçant les flatteries des pays plus avancés qui ignorent ou feignent d'ignorer certaines réalités. La France à qui un si long commerce de l'Afrique noire aurait dû permettre d'être au fait de certaines réalités intimes du continent africain se complaît dans une attitude qu'on ne peut guère qualifier d'attitude de vérité à l'égard de l'Afrique. Cette attitude se résume par des flatteries continues ; on parle alors de sérieux dans des pays où il existe tout sauf le sérieux ; on parle de progrès là où le déclin est manifeste ; on qualifie de courageux un peuple qui consacre le plus clair de son temps à danser, à boire et à mendier.

Aujourd'hui encore, en plein 21ème siècle, c'est l'ex DG de la Banque Régionale de Solidarité (BRS) du Burkina Faso qui revient sur la même réalité en dénonçant la mentalité rétrograde des Africains. « Le plus grand défi dans nos entreprises de fabrication n'est pas la puissance ou l'infrastructure, le plus grand défi est d'obtenir un personnel honnête », raconte le banquier. Il comprend aujourd'hui pourquoi les entreprises africaines comme le groupe Dangote embauchent les Indiens alors qu'il y a beaucoup d'Africains au chômage. En fait, l'Africain d'aujourd'hui n'est pas prêt à s'affranchir des idées qui le retardent. En effet dans une entreprise, tous les agents semblent avoir pour mission de voler autant que possible, de gonfler des factures, enregistrant moins que le nombre réel d'unités produites.

Le pire dans tout cela, c'est que toutes les fraudes ne sont pas commises par une seule personne. Ce sont généralement de nombreux membres du personnel qui s'entendent les uns avec les autres, de la production aux ventes, en passant par les finances, même la direction. Il y a de quoi faire changer d'avis à ceux qui faisaient de procès au groupe Dangoté. La situation est devenue si mauvaise à un moment donné que pour ces derniers, les principaux critères pour embaucher du personnel n'étaient plus la compétence ou les certificats, mais l'honnêteté. Au moins, les compétences et les aptitudes peuvent être acquises, mais une fois que vous êtes malhonnête, vous êtes irrécupérable. Nous nous plaignons toujours de l'économie et du fait qu'il n'y a pas d'emplois. Je connais des gens à l'étranger qui auraient adoré créer des entreprises créatrices d'emplois en Afrique, mais ils ne le peuvent pas parce qu'ils ne peuvent pas demander à une personne de confiance de la diriger. Les regrets de Karim Koné.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

News : La dette du Nigéria envers la Banque Mondiale atteint plus de 13 milliards de dollars

Le Nigeria s'est endetté auprès du Groupe de la Banque mondiale (BM) à hauteur de 660 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2022. Au 31 décembre 2021, la dette globale du Nigéria envers l'institution était de 12,38 milliards de dollars. Selon les données financières de la BM pour l'exercice 2022, cette dette a atteint 13,04 milliards de dollars au 30 juin 2022, soit 5472 milliards de nairas. Ceci, classe le pays à la quatrième position de la liste de la BM des dix principaux emprunteurs de l'IDA, après l'Inde (19,7 milliards de dollars), le Bangladesh (18 milliards).

Classement des SVT et évaluation qualitative du Trésor dans l'Uemoa en 2021

Ecobank Bénin en tête avec de belles performances

L'agence UMOA-Titres a publié son classement 2021 des Spécialistes en valeurs du trésor (SVT) du marché des titres publics de la zone UEMOA. Au plan national, Ecobank Bénin occupe la position de leader sur le marché financier. Au titre de l'année 2021, vingt (20) SVT de l'Union ont été évalués et classés par UMOA-Titres en fonction des émetteurs pour lesquels ils ont la qualité de SVT. Ces derniers sont au nombre de quinze (15) banques et cinq (5) SGI. Sur le marché béninois, Ecobank Bénin se hisse au premier rang. Il est suivi dans le top 3 d'Orabank Togo et de Coris bank Burkina. Le Groupe Ecobank reste le leader des Spécialistes en valeurs du trésor dans 4 pays sur 7 pays étudiés. L'exception a été faite en Côte d'Ivoire avec la Société Ivoirienne de Banque au premier rang ; en Guinée-Bissau avec Coris Bank Burkina et au Niger avec Orabank Togo. En effet, le Marché régional des Titres Publics émis par adjudication fait intervenir plusieurs parties prenantes pour la mobilisation des ressources nécessaires au financement des États membres de la zone UEMOA.



UMOA-Titres
Bâtir un Marché Intégré des Titres Publics

N/Réf. : UT/DIR/DOTP/2022/07/0070

Mesdames, Messieurs les Points Focaux
Spécialistes en Valeurs du Trésor de
l'Etat du Bénin

Dakar, le 18 juillet 2022

Objet : Evaluation de la performance des Spécialistes
en Valeurs du Trésor en 2021

Mesdames et Messieurs,

Conformément aux textes réglementaires régissant leurs activités, UMOA-Titres a procédé à l'évaluation annuelle des performances des Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) de l'Union au titre de l'année 2021.

Cette évaluation a porté sur l'ensemble des missions des SVT relatives à la participation aux opérations sur le marché primaire, à l'animation du marché secondaire ainsi qu'à la qualité de leurs relations avec les Trésors Nationaux et UMOA-Titres.

Les indicateurs de performance ont été calculés en s'appuyant sur le cadre d'évaluation prévu dans la charte des SVT ainsi que sur les données quantitatives et qualitatives collectées par UMOA-Titres.

Les données quantitatives ont été tirées des reporting des SVT sur leurs opérations menées sur le marché primaire et le marché secondaire. Quant aux données qualitatives, elles sont constituées des appréciations faites par les Trésors Nationaux et UMOA-Titres sur leurs relations avec les SVT.

Nous vous transmettons ci-joint, les résultats issus de cette évaluation globale. Ils seront publiés sur le site internet de UMOA-Titres à travers une communication officielle le **vendredi 22 juillet 2022**, sauf observations de votre part à nous transmettre au plus tard le **mercredi 20 juillet 2022**.

Nous vous prions d'agréer, Mesdames et Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

P.J. : 01



Le Directeur Adjoint de UMOA-Titres,
chargé de l'intérim

Banassi OUATTARA

Bd Général De Gaulle
BP : 4709 Dakar RP - Sénégal
Tél. : +221 33 849 28 28
E-mail: umoatitres@umoatitres.org
Site web: www.umoatitres.org

CLASSEMENT DES SPECIALISTES EN VALEURS DU TRESOR (SVT) DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA) POUR L'ANNEE 2021

Conformément aux textes régissant l'activité des SVT dans l'espace UEMOA, UMOA-Titres procède, en collaboration avec les Trésors Nationaux, à une évaluation annuelle de leur performance. Cette évaluation porte sur l'ensemble des missions des SVT que sont la participation aux adjudications, la présence sur le marché secondaire et la qualité de la relation des SVT avec les Trésors Nationaux.

Les vingt-trois (23) SVT que compte l'Union depuis 2020 ont été évalués et classés en fonction des émetteurs pour lesquels, ils ont la qualité de SVT, sur une échelle de 100 points, avec une pondération de 50 points pour la participation aux adjudications, 35 points pour la présence sur le marché secondaire et 15 points pour les aspects qualitatifs.

1- Classement général

Au terme du traitement des données reçues des SVT et de l'évaluation qualitative du Trésor combinée à celle de UMOA-Titres, Le classement général des SVT de l'Etat du Bénin au titre de l'année 2021 se présente comme suit :

Rang	Nom du SVT
1	Ecobank Bénin
2	Orabank Togo
3	Coris Bank Burkina
4	Bank Of Africa Bénin
5	BIIC Financial Services
6	SGI Bénin

2- Classement Quantitative

Ce classement tient compte de deux aspects à savoir, la participation du SVT aux adjudications sur le Marché Primaire et leur rôle dans l'animation du Marché Secondaire.

2.1- Marché primaire :

Pour la participation aux adjudications, le classement est le suivant :

Rang	Nom du SVT
1	Ecobank Bénin
2	Orabank Togo
3	Coris Bank Burkina
4	Bank Of Africa Bénin
NC	BIIC Financial Services
NC	SGI Bénin

NB : seuls les établissements ayant souscrit aux émissions sur le marché primaire par adjudication sont classés

Bd Général De Gaulle
BP : 4709 Dakar RP-Sénégal
Tél. : +221 33 849 28 28
E-mail: umoatitres@umoatitres.org
Site web: www.umoatitres.org



UMOA-Titres
Bâtir un Marché Intégré des Titres Publics

2.2- Marché secondaire

Pour l'animation du marché secondaire, le classement des SVT actifs est le suivant :

Rang	Nom du SVT
1	Ecobank Bénin
2	Orabank Togo
3	Bank Of Africa Bénin
4	Coris Bank Burkina
NC	BIIC Financial Services
NC	SGI Bénin

NB : seuls les établissements ayant participé à l'animation du marché secondaire sont classés

3- Qualité de services

Pour la qualité de la relation avec les SVT, le Trésor du Bénin a indiqué n'avoir pas d'éléments pour évaluer objectivement les SVT. Le classement ci-dessous ne concerne que l'appréciation de UMOA-Titres :

Rang	Nom du SVT
1	Coris Bank Burkina
2	Bank Of Africa Bénin
3	Ecobank Bénin
4	Orabank Togo
5	BIIC Financial Services
6	SGI Bénin

Bd Général De Gaulle
BP : 4709 Dakar RP-Sénégal
Tél. : +221 33 849 28 28
E-mail: umoatitres@umoatitres.org
Site web: www.umoatitres.org

Sécurité maritime

Les experts africains se mobilisent autour des opportunités des Fonds marins

Les experts africains seront réunis en octobre prochain dans le cadre de l'atelier sur les ressources des fonds marins africains. L'objectif de cette rencontre est de sensibiliser les États africains à l'importance et aux opportunités associées au développement du plateau continental africain.

● Félicienne HOUËSSOU

Les fonds marins désignent au sens large tous les fonds immergés des mers du globe terrestre. Ils constituent plus des 3/4 des fonds océaniques et sont habituellement subdivisés en : plateau continental ; talus continental ; grands-fonds ou plaine abyssale comprenant les dorsales océaniques, dont les monts sous-marins, et les fosses océaniques. Encore appelé plancher océanique, les fonds marins comme l'environnement terrestre, est composé de chaînes montagneuses, de plateaux, de pics volcaniques, de canyons et de vastes plaines abyssales. Il contient la plupart des mêmes minéraux que ceux que l'on trouve sur terre, souvent sous des formes enrichies, ainsi que des minéraux qui sont uniques, comme les encroûtements ferromanganésifères et les nodules polymétalliques. Le Nigeria accueillera un atelier sur les ressources des fonds marins africains. L'atelier augmentera la participation des entreprises autochtones africaines aux activités d'exploration entreprises dans les zones internationales des fonds marins. L'événement, qui doit se tenir à Abuja, est organisé par l'Autorité internationale des fonds marins en collaboration avec le ministère fédéral des Transports,



L'Agence nigériane de l'administration et de la sécurité maritimes (NIMASA) et la Commission des frontières nationales (NBC). Du point de vue géoclimatique, ces fonds jouent un rôle majeur de puits de carbone, mais contiennent aussi d'énormes quantités d'hydrates de méthane susceptibles de fortement accélérer le réchauffement climatique s'ils venaient à fondre. Les intérêts commerciaux sont actuellement centrés sur trois types de gisements minéraux marins. Les nodules polymétalliques, qui se trouvent dans les océans, reposent sur les fonds marins des plaines abyssales, souvent partiellement recouverts par des sédiments fins. Ils contiennent une grande variété de métaux, notamment du manganèse, du fer, du cuivre, du nickel, du cobalt, du plomb et du zinc et présentent, entre autres, des concentrations

mineures, mais non négligeables, de molybdène, de lithium, de titane et de niobium. La Zone de Clarion-Clipperton, située entre 3 500 et 5 000 m, est la zone la plus étudiée qui présente un intérêt commercial dans le Pacifique Est. Ce gisement renferme plus de nickel, de manganèse et de cobalt que la totalité des ressources terrestres. D'autres zones pouvant présenter un intérêt commercial sont le bassin central de l'océan Indien et les zones économiques exclusives des îles Cook, des Kiribati et de la Polynésie française. En Afrique, les experts, composés de scientifiques, de chercheurs, d'universitaires de renom et de représentants gouvernementaux aborderont les défis et les opportunités liés à l'exploitation des ressources minérales marines, à la protection et à la préservation du milieu marin, plus particulièrement des fonds marins internationaux.

Fintech en Afrique

Le Nigeria attire 86% des investissements

Au cours du premier semestre 2022, le Nigeria a attiré à lui seul 86% de tous les fonds levés dans le secteur de la fintech (technologies financières) de l'Afrique, faisant de ce pays de 200 millions d'habitants le marché du capital-risque le plus dynamique du continent. Ces chiffres ont été révélés cette semaine par Frost & Sullivan, une société américaine de conseil aux entreprises.

● Issa SIKITI DA SILVA

« La fintech est désormais le secteur le plus populaire pour les investissements en Afrique. En 2021, son financement a franchi la barre de financement de 1 milliard de dollars et a continué à recevoir le plus grand montant de financement sur le continent, représentant 54% de toutes les transactions de financement de capital-risque », a souligné Yaa Agyare-Dwomoh, chercheuse et consultante chez Frost & Sullivan Afrique.

Le Nigeria fait partie de quatre hubs du continent aux côtés de l'Afrique du Sud, du Kenya et de l'Égypte, ces nations qui constituent le porte-étendard des technologies financières du continent africain.

« Ces hubs, connus sous le nom de « Big Four », dominent l'écosystème africain de financement des start-up et se développent à des vitesses différentes. Au cours du premier semestre 2022, le Nigeria a plus que doublé son capital de démarrage et celui du Kenya a plus que quadruplé », a expliqué Yaa Agyare-Dwomoh, spécialiste de fintech basée à Cape Town, la ville sud-africaine qui abrite le siège social de Frost & Sullivan Afrique.



livan Afrique.

Superpuissance

En 2022, le secteur des technologies financières était responsable des plus grosses transactions assurant les deux tiers du financement total des entreprises technologiques africaines, selon Frost & Sullivan.

A en croire cette firme américaine qui propose des études et des analyses de marché, des conseils en stratégie de croissance et des formations en entreprise, au cours des dix prochaines années, 54 % des dirigeants s'attendent à ce que les dépenses consacrées aux start-ups technologiques fassent plus que doubler pour atteindre 10 milliards USD ou plus d'ici 2025, car l'Occident et la Chine continuent d'être des sources importantes d'in-

vestment sur le continent.

Selon Financial Sector Deepening Africa, une organisation de financement du développement, le secteur de fintech de l'Afrique subsaharienne va augmenter d'au moins 40 milliards USD pour atteindre 150 milliards USD d'ici la fin de 2022.

« L'Afrique devrait devenir une superpuissance technologique, car le développement de l'écosystème technologique africain devrait doubler. Cela élargira encore le rôle du continent dans la fourniture de technologie au reste du monde. Le potentiel de croissance des investissements est considérable car l'Afrique ne représente que 0,2 % de l'argent mondial investi dans les start-ups technologiques », affirme Yaa Agyare-Dwomoh.

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international
Liberté Humaine	1er	76ème	Institut Fraser 2022
Prospérité	3ème	25ème (plan Africain)	Institut Legatum

Communications électroniques

L'Arcep Bénin fixe les périmètres et mesures de sécurité, les règles de camouflage

L'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste du Bénin (ARCEP Bénin) a pris une décision en date du 29 juillet 2022 fixant les périmètres et mesures de sécurité et les règles de camouflage des sites radioélectriques. Lire la décision.



AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS
ELECTRONIQUES ET DE LA POSTE

CERTIFIÉE ISO 9001 : 2015

Cotonou, le 29 JUIL 2022

DECISION N° 2022-0248 / ARCEP/PT/SE/GU fixant les périmètres et mesures de sécurité et les règles de camouflage des sites radioélectriques en République du Bénin.

LE CONSEIL DE RÉGULATION,

- Vu la loi n° 2017-20 du 20 avril 2018 portant code du numérique en République du Bénin, telle que modifiée par la loi n° 2020-35 du 06 janvier 2021 ;
 - Vu le décret n° 2019-209 du 31 juillet 2019 portant attributions, organisation et fonctionnement des organes de l'Autorité de régulation des Communications Electroniques et de la Poste ;
 - Vu le décret n° 2021-062 du 10 février 2021 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP) ;
 - Vu le décret n° 2021-082 du 03 mars 2021 portant nomination du Président et de la Vice-Présidente du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP) ;
 - Vu le décret n° 2021-051 du 03 février 2021 fixant les valeurs limites d'exposition aux champs électriques, magnétiques et électromagnétiques et les modalités de contrôle et d'inspection des équipements et installations radioélectriques ;
 - Vu l'arrêté année 2021 n°17/MND/MS/MC/DD/MDGL/DC/SGM/CTJ/CJ/SA/017SGG2021 du 16 décembre 2021 portant conditions d'implantation, de transfert et de modification des stations radioélectriques en République du Bénin ;
 - Vu la communication n°022 /ARCEP/SE/DAR/SP/2022 du 29 juillet 2022 ;
- Après avoir délibéré en sa session du 29 juillet 2022 ;

DECIDE :

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} : Objet

La présente décision fixe les périmètres et mesures de sécurité et les règles de camouflage des sites radioélectriques en République du Bénin.

Article 2 : Installation des sites radioélectriques

Les sites radioélectriques peuvent être installés au sol ou sur les points hauts (toits d'immeubles, châteaux d'eau, etc.).

CHAPITRE II : DES PERIMETRES ET MESURES DE SECURITE

Article 3 : Périmètre de sécurité des sites radioélectriques

La distance minimale qui sépare l'axe principal du pylône d'une propriété immédiate, habitée ou non, est fixée comme suit :

- un rayon de 10 mètres pour les pylônes implantés au sol jusqu'à une hauteur de 9 mètres (immeuble de R+2) ;
- un rayon de 8,5 mètres pour les pylônes implantés sur les points hauts dépassant une hauteur de 9 mètres (immeuble de R+2).

Article 4 : Clôture de sécurité des sites radioélectriques

Une clôture de sécurité est érigée autour des sites radioélectriques pour protéger le public de toute exposition aux rayonnements et d'accidents liés aux chutes éventuelles d'équipements installés sur les pylônes.

La clôture de sécurité tient compte de la distance minimale fixée à l'article 3 de la présente décision.

Les opérateurs de réseaux mobiles veillent à ce que les polices d'assurance souscrites au titre de leur licence ou autorisation couvrent les installations et équipements des sites radioélectriques.

CHAPITRE III : DU CAMOUFLAGE DES SITES RADIOELECTRIQUES

Article 5 : Zones de camouflage

Le camouflage est exigé pour tout site radioélectrique implanté dans les zones urbaines des communes à statut particulier et intermédiaires.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent, l'Autorité de Régulation peut exiger le camouflage dans certaines zones spécifiques définies en raison de leurs caractères touristique et stratégique. La liste des zones définies est mise à jour annuellement par l'Autorité de Régulation.

Article 6 : Critères de choix du type de camouflage

Le choix du type de camouflage des sites doit respecter l'intégrité visuelle (fond, forme, couleur, éclat, etc.) des bâtiments, des infrastructures et des paysages.

Article 7 : Validation du type de camouflage

Les types de camouflage à déployer sont préalablement soumis à l'appréciation de l'ARCEP BENIN dans le cadre de la demande de validation des sites. La description, les caractéristiques et le schéma synoptique du camouflage sont constitutifs du dossier de demande de validation de sites radioélectriques.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 8 : Mise en conformité

En ce qui concerne les périmètres de sécurité, les opérateurs de réseaux mobiles disposent d'un délai de trois (03) ans pour la mise en conformité de leurs sites radioélectriques existant avant l'entrée en vigueur de la présente décision.

A cet effet, ils soumettent à l'Autorité de Régulation un plan de mise en conformité de leurs sites radioélectriques qui court au plus tard à partir de janvier 2023.

En ce qui concerne le camouflage, les opérateurs de réseaux mobiles disposent d'un délai de deux (02) ans, conformément à une planification annuelle de déploiement de camouflage dans les zones précisées à l'alinéa 1^{er} de l'article 5 qui tient compte des programmes de déploiement des villes.

Article 9 : Sanctions

Le non-respect des dispositions de la présente décision est passible de sanctions conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 10 : Entrée en vigueur

La présente décision abroge toutes décisions antérieures contraires. Elle prend effet à compter de sa date de signature et est publiée partout où besoin sera.

Ont siégé :

Mesdames :

Carrelle TOHO

Fanta SANGARE BOURAIMA

Esther GANDJI

Messieurs :

Flavien BACHABI

Goundé Désiré ADADJA

Le Président,
Flavien BACHABI

AMPLIATIONS

Original	1
MND	1
Opérateurs	3
FAI	17

Plateforme Industrielle d'Adétikopé

Afreximbank, Ecobank Togo, et BIA Togo financent la construction



La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) en qualité de Chef de File, la filiale togolaise du Groupe Ecobank et BIA Togo, Groupe Attijariwafa Bank, signent une convention de crédit avec la société Plateform Industrial Adétikopé SAS (PIA) pour la construction des infrastructures de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé qui s'étend sur une superficie totale de 400 hectares. Cette convention d'un montant total de 145 millions d'euros (plus de 95 milliards de FCFA), s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement du développement socio-économique du Togo à travers la mise en œuvre de la nouvelle feuille de route gouvernementale 2021-2025.

La nouvelle feuille de route gouvernementale 2021-2025 a pour objectif de faire du Togo un Etat moderne présentant une croissance économique à la fois durable et inclusive. Créatrice de plus de 35 000 emplois directs et indirects, la Plateforme Industrielle d'Adétikopé a pour objectif de favoriser l'attractivité et d'attirer des investisseurs en vue de développer des activités industrielles et multisectorielles, à savoir notamment la transformation de produits agricoles (coton, soja, anacarde etc.) et miniers locaux. Le projet en sa phase 1, abrite une zone industrielle ; une zone logistique ; un centre commercial & résidentiel ; et des infrastructures de grade mondial. Il développera également en sa phase 2, des industries de transformation agricole (noix de cajou, ananas, maïs, mangue, sésame) et des infrastructures modernes.

Afreximbank, Ecobank et BIA Togo ont apporté respectivement un finan-

cement à hauteur de 85 millions d'euros, 45 millions d'euros et 15 millions d'euros.

Ce pool bancaire rejoint ainsi la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) qui a mis en place en faveur de PIA TOGO un crédit d'un montant d'environ 30,5 millions d'euros (20 milliards de francs CFA) dont la convention a été signée le 21 octobre 2021, permettant ainsi de boucler le plan de financement de cet important projet pour l'économie togolaise d'un coût global chiffré à 247 millions d'euros. La BOAD œuvre également dans le cadre du financement bancaire global du projet ne qualité d'Agent de Sûreté.

« Afreximbank considère la plateforme industrielle comme une initiative en droite ligne avec ses objectifs de promotion et facilitation du développement de l'industrialisation et des exportations africaines. Ce projet représente le quatrième projet d'Afreximbank dans l'espace des Parcs Industriels, avec le groupe Arise (deux projets au Gabon et un au Bénin), une collaboration qui représente aujourd'hui, des solutions totalisant à peu près 257 millions d'euros. » a déclaré Oluranti Doherty – Directrice du Développement des Exportations, Afreximbank. « Afreximbank a joué un rôle central dans la création de divers parcs industriels et zones économiques spéciales à travers l'Afrique, et nous sommes convaincus que ces projets pourraient s'avérer transformateurs pour les efforts d'industrialisation et de développement des exportations de leurs pays. Nous sommes heureux et fiers de travailler à nouveau avec Arise, qui s'est révélé être

un partenaire fiable et extrêmement efficace dans le passé. » a ajouté Oluranti Doherty.

Souleymane Touré, directeur général, Ecobank Togo a déclaré : « En tant que filiale du groupe bancaire panafricain avec la plus grande présence sur le continent, l'une de nos ambitions majeures est d'accompagner les Etats dans la structuration et le financement des projets à valeurs ajoutés. En contribuant à hauteur de 45 millions d'euros au financement de la construction de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé, nous réitérons notre engagement à l'Etat togolais dans la mise en œuvre de sa stratégie de développement socio-économique pour laquelle nous collaborons avec de grands acteurs de la finance à savoir AFREXIMBANK, BIA et BOAD. »

« Le groupe panafricain Attijariwafa Bank dont nous sommes filiale, est résolument engagé dans le financement des projets stratégiques pour l'économie nationale en vue d'une création de valeur partagée. La participation de la BIA-Togo au financement du projet d'envergure de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé à hauteur de 15 millions d'euros, est notre contribution à la structuration d'un écosystème intégré allant de la logistique et de l'entreposage à la transformation de nos produits de base. Cette vision d'industrialisation portée par l'Etat togolais est un gage de l'accélération du développement socio-économique pour le pays » M. Kossi DJOKOTO Directeur Général Adjoint de la BIA Togo.

Financial Afrik

Ghana

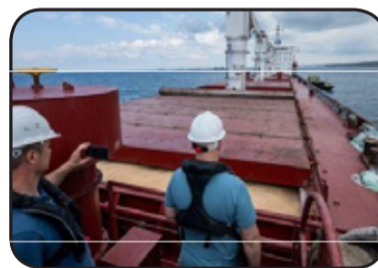
Le gouvernement change d'avis et prolonge « à contrecoeur » la campagne d'enregistrement des cartes SIM

Plus de 10 mois après le lancement de la campagne, des millions de Ghanéens n'ont toujours pas fait enregistrer leurs cartes SIM avec leurs cartes d'identité biométriques. Pourtant, Accra avait rappelé à plusieurs reprises que le délai ne serait pas prolongé. Le gouvernement ghanéen a prolongé à nouveau la date limite d'enregistrement des cartes SIM, contrairement au discours tenu depuis quelques semaines. L'exercice qui devait se terminer le 31 juillet se poursuivra désormais jusqu'au 30 septembre. Cela devrait permettre aux populations ghanéennes de relier aux Ghana Cards les plus de 26 millions de cartes SIM actives qui ne le sont pas jusque-là. Cette décision fait suite à la consultation des différentes parties prenantes du secteur par Ursula Owusu-Ekuful, ministre de la Communication et de la Numérisation. L'évolution de la campagne sera examinée à la fin du mois d'août, apprend-on. Toute carte SIM qui n'aura pas été entièrement enregistrée à cette date ne pourra plus bénéficier de certains services. Selon Owusu-Ekuful, l'échec de la campagne d'enregistrement des cartes SIM est notamment dû aux retards dans l'émission de la Ghana Card, ainsi qu'au désintéressement des populations après la première prolongation en mars 2022, qui a vu le nombre d'enregistrements chuter de 90 %. Cet échec est également attribué au manque d'éducation des populations quant à l'utilisation de l'application mise en place pour l'enregistrement. La campagne d'enregistrement des cartes SIM a débuté le 1er octobre 2021 et devait prendre fin le 31 mars 2022. Le délai a finalement été prolongé jusqu'au 31 juillet, car une grande majorité des cartes SIM n'avaient pas encore été enregistrées. Au 28 juillet, seules 16 590 350 cartes SIM sur les 42 121 921 actives dans le pays étaient reliées aux Ghana Cards. 25 260 661 de cartes SIM avaient franchi la première étape du processus d'enregistrement et 16 861 260 n'étaient pas enregistrées. La base de données démographique que le gouvernement ghanéen constitue avec cette opération devrait permettre de mieux réguler le secteur, de lutter contre la cybercriminalité et d'améliorer les services d'administration en ligne dans un contexte marqué par l'accélération de la transformation numérique. Elle devrait également permettre aux opérateurs de télécommunications de développer de meilleurs produits et services pour leurs clients.



Corne de l'Afrique

Un navire chargé de céréales en provenance d'Ukraine



Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a un impact négatif sur le continent africain qui dépend, en grande partie, des importations de blé en provenance des deux pays. En juin dernier, l'Union africaine a rencontré le président russe, Vladimir Poutine, afin de trouver une issue à ce problème. Depuis la signature des accords sur l'exportation des céréales ukrainiennes, la première cargaison d'aide alimentaire a quitté l'Ukraine, le dimanche 14 août et se dirige vers la Corne de l'Afrique. L'annonce a été faite par les Nations unies, le mardi 16 août sur son site Internet. Il s'agit de 23 000 tonnes de blé destinées aux interventions humanitaires de l'ONU dans cette partie du continent africain. Selon le Programme alimentaire mondiale (PAM), cela constitue une « étape importante dans les efforts visant à faire sortir les céréales ukrainiennes du pays touché par le conflit, à les remettre sur les marchés mondiaux et à les acheminer vers les pays les plus touchés par la crise alimentaire mondiale ». « La réouverture des ports de la mer Noire est la chose la plus importante que nous puissions faire actuellement pour aider les personnes souffrant de la faim dans le monde », a fait savoir le directeur exécutif du PAM, David Beasley. Plusieurs pays africains dépendent exclusivement, pour leur approvisionnement en blé, de la Russie et de l'Ukraine qui constituent plus de 30% des exportations mondiales de la céréale. De ce fait, l'Afrique a été identifiée comme étant l'une des régions qui pourraient le plus souffrir du conflit russo-ukrainien. En juin dernier, le président sénégalais, Macky Sall, président en exercice de l'Union africaine (UA) s'était rendu en Russie pour négocier avec son homologue russe, Vladimir Poutine, la libération des stocks de céréales et de fertilisants dont le blocage commençait à affecter particulièrement les pays africains. Une autre visite prévue en Ukraine a été finalement avortée. Dans la Corne de l'Afrique, après quatre saisons des pluies manquées consécutives, les communautés sont menacées de famine. Selon le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), d'ici septembre, 20 millions de personnes pourraient être touchées par des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë et une malnutrition croissante en Éthiopie, au Kenya et en Somalie. Les défis macroéconomiques, les récoltes inférieures à la moyenne et la hausse des prix sur les marchés internationaux ont également fait grimper le taux d'inflation dans la sous-région. Les Nations unies estiment que « le coût d'un panier alimentaire a déjà augmenté de 66% en Éthiopie et de 36% en Somalie ».

Ecofin du 17 Août 2022

BRVM 10	162,64
Variation Jour	↓ -0,57 %
Variation annuelle	↑ 5,95 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

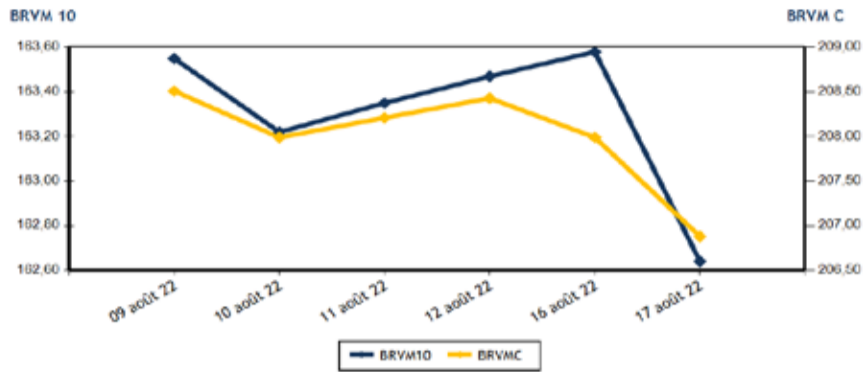
N° 156

mercredi 17 août 2022

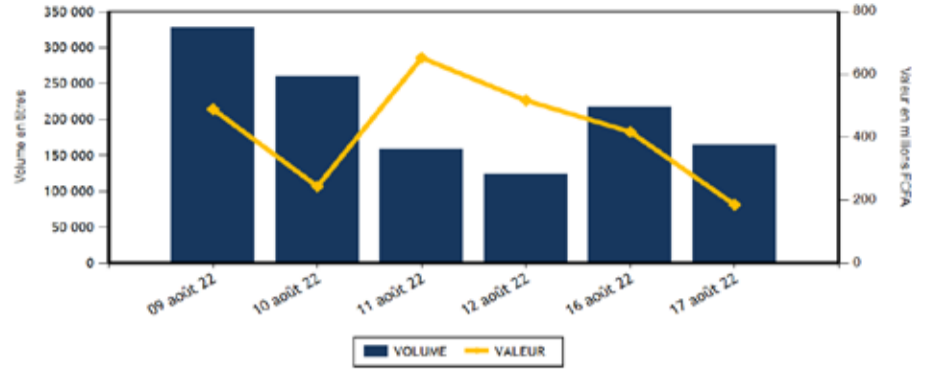
Site : www.brvm.org

BRVM Composite	206,88
Variation Jour	↓ -0,53 %
Variation annuelle	↑ 2,27 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 227 409 052 159	-0,54 %
Volume échangé (Actions & Droits)	163 476	-24,75 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	177 086 099	-57,40 %
Nombre de titres transigés	41	2,50 %
Nombre de titres en hausse	5	-16,67 %
Nombre de titres en baisse	20	-9,09 %
Nombre de titres inchangés	16	33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 750	7,14 %	-10,71 %
SICABLE CI (CABC)	1 145	7,01 %	12,81 %
SETAO CI (STAC)	1 400	6,87 %	91,78 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 995	4,04 %	-4,65 %
TOTAL CI (TTLC)	2 280	0,44 %	8,57 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	105,32	-1,51 %	-4,35 %	7 560	23 458 795	27,35
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	475,29	-0,45 %	5,89 %	9 691	61 831 185	9,23
BRVM - FINANCES	15	77,70	-0,49 %	0,74 %	140 052	43 452 234	7,53
BRVM - TRANSPORT	2	459,84	-0,26 %	-26,09 %	217	402 030	7,38
BRVM - AGRICULTURE	5	318,38	-1,04 %	30,85 %	4 383	45 521 795	5,85
BRVM - DISTRIBUTION	7	374,36	0,29 %	-8,12 %	1 265	2 004 650	28,73
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 727,43	6,87 %	91,78 %	308	415 410	16,81
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,20	
Taux de rendement moyen du marché	7,04	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,58	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	102	
Volume moyen annuel par séance	1 130 499,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 514 117 796,79	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 083 522 243 360	0,02 %
Volume échangé	842	274,22 %
Valeur transigée (FCFA)	8 739 500	286,36 %
Nombre de titres transigés	5	25,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	4	0,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	645	-7,19 %	3,20 %
SITAB CI (STBC)	5 300	-7,02 %	-14,24 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	-5,56 %	-5,56 %
SODE CI (SDCC)	5 010	-5,38 %	16,65 %
ONATEL BF (ONTBF)	3 860	-2,15 %	-2,15 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	4,30	
Ratio moyen de satisfaction	6,50	
Ratio moyen de tendance	151,09	
Ratio moyen de couverture	66,19	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,29	
Nombre de SGI participantes	28	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com

SGI BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dapokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgibfs@biic-financialservices.com

Sous le parrainage de ROMUALD WADAGNI
Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances



1er FORUM DE L'ECONOMISTE

COTONOU - 16 & 17 SEPTEMBRE 2022

Thème central :

Efficacité de l'information économique et financière pour la croissance durable en Afrique Subsaharienne

Au Programme :

Panels - Partage d'expériences - Activités sociales et touristiques - Soirée de Gala et distinction de partenaires

Lieu : Azalaï Hôtel de Cotonou



+229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00
www.leconomistebenin.com



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest
Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

OPPORTUNITÉ A SAISIR

Vente d'un terrain de **410m²** à **Ayélawadjè à Akpakpa près du centre** d'insuline au bord des nouvelles voies pavées. Une très bonne position commerciale.

Nous invitons tous ceux qui sont intéressés pour acquérir ladite parcelle à faire une offre d'achat.

Les propositions de prix sont attendues au plus tard le 30 août 2022, date à laquelle la vente sera accordée au plus offrant après l'ouverture des offres le même jour à 12 heures.

Pour tout appel et visite, prière appeler monsieur **AKADIRI ADISSA** aux numéros : **97 26 97 46** ou le **95 05 62 29**.

Les offres seront déposées sous plis fermé auprès de monsieur **AKADIRI ADISSA** ou au secrétariat du quotidien **L'économiste du Bénin** qui pourra les transmettre à qui de droit.

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Atelier de l'AGN et les points focaux nationaux	2 - 3 Août 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://africangroupofnegotiators.org/
Semaine Africaine du Climat 2022	29 Août 2022 - 2 Septembre 2022	Malabo, Gabon	https://unfccc.int/fr/ACW2022
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://www.uneca.org/fr/6COM-RCR
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Saturne, en bonne position, communiquera à ceux qui manient l'argent et à tous les financiers une habileté particulière. Vous pourrez réussir une opération financière de très grande envergure. La chance vous sourira dans vos opérations et transactions, malgré la conjoncture défavorable à d'autres signes.

Taureau Le Ciel astral sera relativement calme sur le plan financier. Jupiter devrait protéger vos affaires pécuniaires. Mais attention toutefois à l'impact de Pluton, qui pourrait vous faire oublier votre habituelle prudence en matière d'achats et de placements. Ne prenez pas de décision importante sur un coup de tête. Mieux vaudra, au contraire, réfléchir longuement et prendre conseil de personnes averties.

Gémeaux Pluton mal aspecté pourra provoquer quelques remous dans le domaine financier. Si votre situation pécuniaire est saine, tout ira bien. Dans le cas contraire, ce ne sera vraiment pas le moment de prendre des risques.

Cancer De nombreuses difficultés surgiront dans votre vie matérielle. Ne compliquez pas les choses en déliant trop facilement les cordons de votre bourse. N'oubliez pas cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Lion Vous qui rêvez toujours de gagner au Loto, vous devrez vous contenter de ce que votre travail vous rapporte. Ne vous plaignez pas : si les astres ne vous promettent aucun coup de chance exceptionnel, ils ne vous menacent pas non plus d'une quelconque catastrophe. Alors, même si vous êtes obligé de vérifier l'état de votre compte en banque avant de satisfaire vos envies actuelles d'achats, gardez le sourire en pensant à tous ceux qui ont moins que vous.

Vierge Cette influence du Soleil dans l'un des secteurs de votre thème liés à l'argent devrait être positif pour vos finances. Mais il vous faudra tout de même vous méfier de la Lune. Pour l'instant, votre situation financière est saine ; mais les jours à venir pourront être un peu plus difficiles. Si vous avez des économies, évitez donc de les dépenser : il est en effet beaucoup plus sage en ce moment de vous comporter en fourmi qu'en cigale.

Balance Vous rêvez de doubler vos revenus ? Ce n'est sans doute pas cette fois que vous y arriverez. Vous avez peur de vous retrouver sans le sou ? Ce n'est pas maintenant que votre équilibre financier va s'effondrer. Aucune planète de poids n'aura en effet d'impact direct sur les secteurs financiers de votre Ciel. Ce sera donc plutôt le statu quo côté argent.

Scorpion Evitez les dettes : vous pourriez avoir du mal à les rembourser au moment prévu, et cela vous mettrait dans une situation très pénible. Renoncez tout bonnement à la jouissance de certains produits ou gadgets, car les acheter à crédit vous vaudrait des soucis sans commune mesure avec les satisfactions qu'ils vous apporteront. Persuadez-vous que "les dettes réduisent l'homme libre en esclavage" (Syrus).

Sagittaire Une grande prudence sera requise dans le placement des capitaux et des économies. Méfiez-vous d'offres trop alléchantes, qui pourront cacher une escroquerie susceptible de vous mener au désastre.

Capricorne C'est décidé : vous allez consacrer tous vos efforts à améliorer votre situation matérielle. Vous aborderez cette journée avec de bonnes résolutions. Le tout sera de les appliquer ! Mais la planète Mercure vous soutiendra.

Verseau Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Poissons Sur le plan pécuniaire, vous aurez intérêt à élaborer une stratégie à moyen terme. C'est elle qui vous permettra d'obtenir les meilleurs résultats. Si vous voulez effectuer une importante transaction immobilière, prenez toutes les précautions nécessaires.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de

Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le

carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Fran CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement

Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note : *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9,27 milliards USD	Déc 2017	8,57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14,7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10,7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Source : trading economics

Saison pluvieuse dans le Borgou et l'Alibori

La sécurité des infrastructures et des enfants au cœur des préoccupations

Le Septentrion est actuellement exposé à de fortes précipitations. Des pluies torrentielles qui ne cessent de s'abattre et causer des dégâts matériels. Plusieurs ouvrages sont en ruines depuis quelques jours, paralysant les activités des uns et des autres. Sur le plan humain, la couche enfantine fait partie des plus vulnérables avec plusieurs drames enregistrés ces dernières années. Depuis, des dispositions sont prises par des autorités afin d'éviter à l'avenir, de tels drames.

Le mois d'Août est décidément caractérisé par les plus grandes précipitations de cette saison pluvieuse dans le Nord du Bénin. Plusieurs ponts et routes sont fortement touchés et cèdent depuis quelques jours, sous la puissance des pluies. Le constat est fait notamment dans les villes comme Gogounou et Guéné, dans le département du Borgou. Une situation qui met forcément en péril la circulation des biens et des personnes. Le plus récent enregistré a été à Tchikandou, localité située à 22 km de Nikki, à la frontière entre le Bénin et le Nigéria. La vétusté de l'ouvrage n'a pas aidé à tenir sous la pression des eaux. Une succession d'événements qui ne manque de faire réagir l'opinion publique par rapport aux graves conséquences qu'ils peuvent avoir sur leurs activités respectives.

Cependant, la réaction des autorités ne s'est pas fait attendre. Selon les dernières informations, des moyens techniques et financiers sont déjà déployés afin de rétablir au plus vite la cir-



culatation.

A Parakou, c'est la question de la sécurité des enfants qui pose problème. Plusieurs enfants ont déjà été emportés par de forts courants pendant les pluies ces dernières années. Une situation qui oblige les autorités à réagir. C'est le cas au quartier Boundarou, dans le troisième arrondissement de Parakou. Chabi Bora Alidou, chef du quartier Boundarou, pense qu'il faudrait interpellier les adultes sur l'attention à avoir à l'égard des enfants.

Il annonce avoir enchaîné des séances de sensibilisation avant le commencement de la saison des pluies. Une initiative qui porterait

déjà ses fruits.

« Nous sommes dans une zone où il y a des caniveaux et des collecteurs. Ainsi nous gongonnons déjà lorsqu'il pleut. Quand les nuages se forment déjà, on alerte immédiatement les enfants de notre quartier sur le danger qu'ils courent en sortant sous la pluie (...) On attire donc l'attention des adultes à l'endroit de ces enfants vulnérables. Tous les Béninois sont conscients de la loi d'assistance à personne en danger et les adultes de mon quartier savent qu'il faut protéger les enfants », a-t-il affirmé.

Mouhamadou
Bouhari SAÏDOU

Ligue 1 en France

Ce que gagne en moyenne un joueur de football professionnel



Transferts démentiels, salaires XXL : depuis plusieurs années, les chiffres dans le football mondial s'emballent. Alors que le mercato bat son plein et que les joueurs de Ligue 1 ont tout juste fait leur retour sur les pelouses le week-end dernier, qu'en est-il vraiment en France ? D'après les estimations du quotidien L'Equipe publiées en mars dernier, un joueur du championnat français gagne en

moyenne 100.000 euros brut par mois (78.000 euros net). Mais le PSG fait monter les données. Sans le club de la capitale, le salaire brut mensuel s'élève à 67.000 euros (52.260 euros net).

Les joueurs du PSG les mieux rémunérés

En mars, le salaire mensuel brut moyen des joueurs du Paris SG s'élevait à 990.000 euros. Sans surprise, le club contrôlé depuis 2011 par le fonds souverain qatarien Qatar Investment Autho-

riety (QIA) est le plus généreux avec ses joueurs. Dans le classement établi par L'Equipe, les 14 premières places étaient occupées par des éléments du PSG. En tête : Neymar, Messi et Mbappé. Derrière, les clubs les plus dispendieux en matière de salaires sont Marseille (salaire moyen brut de 226.000 euros), Monaco (185.000 euros), Nice (130.000 euros) et Lyon (120.000 euros). Le salaire médian (la moitié des joueurs gagne moins et l'autre moitié gagne plus) était, lui, de 40.000 euros. A noter l'important écart avec les joueuses de D1 féminine. Chez les deux poids lourds du foot féminin français, les salaires étaient de 12.000 euros à Lyon et 9.000 euros au PSG.

20 minutes

5^{ème} édition du concours régional de reportage humanitaire

Félicienne Houessou décroche le 1^{er} prix en presse écrite

La délégation régionale du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a procédé ce mercredi 17 août 2022, à la remise de lots aux six lauréats de la 5^{ème} édition du concours régional de reportage humanitaire. Dans la catégorie presse écrite et numérique, la journaliste du quotidien L'économiste du Bénin, Félicienne Houessou a remporté le 1^{er} prix avec son article sur la recrudescence des crues au Bénin.

● Falco VIGNON

« Changements climatiques et dégradation de l'environnement : quel impact humanitaire ? », c'est le thème autour duquel des professionnels des médias ont fait leurs productions. Dans la catégorie presse écrite et numérique, les candidats retenus par le jury sont Félicienne Houessou du Bénin (1^{ère}), Flore Nobimé du Bénin (2^{ème}) et Agossou Hippolyte du Bénin (3^{ème}). Dans la catégorie audiovisuelle, les 3 lauréats sont Romain Kossi Dekadjevi du Bénin (1^{er}), Bagah Tchasinam du Togo (2^{ème}) et Agbota Ernest du Bénin (3^{ème}). Les lauréats classés premiers ont reçu chacun un ordinateur portable polyvalent et multimédia, un dictaphone, un abonnement d'un an à Internet et un bon d'achat d'une valeur de 200 000 FCFA. Les deuxièmes ont reçu chacun un ordinateur portable, un abonnement



Internet de six mois et un bon d'achat de 100 000 FCFA tandis que les troisièmes sont repartis avec un dictaphone, un abonnement Internet de six mois et un bon d'achat de 100 000 FCFA.

Ce concours a été organisé du 15 mars au 7 juillet 2022 et a réuni au départ environ 43 journalistes de la Côte-d'Ivoire, du Bénin, du Guinée et du

Togo. Il s'inscrit dans le cadre de la couverture des thèmes humanitaires et de la promotion de l'action humanitaire et du droit digital et audiovisuel des pays qui ont participé à cette compétition. La sélection a été faite par un jury de cinq membres par l'examen des 43 productions dont 22 en presse écrite et numérique et 21 en audiovisuel.

Terrorisme dans le Sahel

A l'ONU, le Mali accuse la France d'armer les terroristes

Au lendemain du départ de la force Barkhane du territoire malien, le gouvernement du Président Assimi Goïta a adressé au Conseil de Sécurité de l'ONU, une correspondance dans laquelle la France est accusée de soutenir le terrorisme dans le Sahel.



● Sylvestre TCHOMAKOU

Entre la France et le Mali, la lune de miel est loin de connaître une fin. Après la brouille diplomatique qui a suscité de mauvaise passe entre les autorités des deux Etats, le Mali alerte le Conseil de Sécurité de l'ONU sur la violation de son espace aérien par la France. Dans une lettre adressée au Conseil de Sécurité de l'ONU, le ministre malien des affaires étrangères dénonce d'abord la violation répétée de son es-

pace aérien par la France. Une dénonciation qui avait déjà été récusée par les autorités françaises. Bamako accuse Paris d'avoir fourni des renseignements à des groupes armés. Et enfin, l'exécutif dirigé par Assimi Goïta dit détenir des preuves que Paris a livré des armes et des munitions auxdits groupes. Pour ces différents motifs, Abdoulaye Diop, chef de la diplomatie malienne demande au Conseil de Sécurité des nations unies une réunion

d'urgence sur la situation sécuritaire du Mali. Sur "les actes d'agression" de la France sous forme de violations de sa souveraineté, ce qui selon lui est un soutien apporté aux groupes djihadistes et d'espionnage, le pouvoir militaire du Mali se dit prêt à faire usage des armes contre l'armée française en cas de poursuite de ces violations de l'espace aérien en évoquant « la légitime défense ». Du côté français, la pilule est amère. « Ces accusations de soutien au terrorisme sont insultantes pour la mémoire de 59 camarades (soldats français), des forces maliennes et des soldats de la Minusma qui sont tombés en luttant contre le terrorisme », s'est offusqué le chef de Barkhane, le général Baratz. Les prochains jours pourront donner lieu à de vives tensions entre les deux Etats.

JEHOVAH NISSI PETROLEUM S.A PARTENAIRE DE KID EXPO



Animer les vacances des enfants avec des activités à la fois inspirantes, pédagogiques et culturelles autour des richesses béninoises ? Voilà une initiative qui nous plaît et qui nous parle.

C'est donc avec plaisir que nous avons apporté notre soutien à Kidexpo Bénin pendant l'événement qui s'est tenu au EYA Centre Communautaire, du 5 au 7 Août 2022.

Retrouvez en images les temps forts de cet événement au service de la création de la future génération des bâtisseurs du Bénin.

